

Les Proma devant le site Peugeot de Rennes aujourd'hui



Après avoir incendié une partie de leur production, les salariés se déplacent chez l'un des donneurs d'ordres.

Après avoir mis le feu à une partie de leur stock le 8 avril dernier, les ex-salariés de Proma France, mis en liquidation judiciaire le 11 mars 2010, se mobilisent à nouveau : ils se rendent aujourd'hui sur le site PSA de Rennes à l'endroit même où est produite la Peugeot 407 ! « En signe de protestation, nous casserons des pièces de notre production devant les usines de LEAR et de PSA », annoncent les représentants syndicaux.

Selon un communiqué signé par Sylvie Geerts, de la CFDT, par ce geste les ex-salariés de Proma se disent « plus déterminés que jamais à mettre les acteurs de ce fiasco industriel face à leurs responsabilités, à savoir : d'une part notre actionnaire italien Giorgio Pino, président du groupe GruppoProma basé à Turin, qui ne respecte

pas un accord de méthode signé en septembre 2008 avec les organisations syndicales, et qui prévoyait une prime supralégale de 32000 euros par salarié licencié dans le cadre d'un licenciement économique » ; et d'autre part les donneurs d'ordres, soit PSA et son intermédiaire LEAR, groupe américain à qui l'usine de Gien livrait les armatures de sièges 407 et 1007.

Député et sénateur en première ligne

Toujours selon les délégués, le ministère du Travail aurait fait savoir que « dans l'immédiat, il n'est pas en mesure de recevoir une délégation syndicale PROMA France », et celui de l'industrie, « ne se sent guère plus concerné par le sort dramatique des 83 ex-salariés ». Cependant, après avoir alerté ce dernier, le député Jean-

Pierre Door a adressé à la presse une copie de la réponse faite par le ministre Christian Estrosi. Il annonce que l'évolution de la situation de l'entreprise « fait l'objet d'un suivi particulièrement attentif de la part des services de l'État afin que tout soit fait pour faciliter le reclassement des salariés. » Pour sa part, le sénateur Jean-Pierre Sueur insiste pour que les ex-Proma soient entendus : « Depuis des mois et pendant ces quatre semaines j'ai multiplié les démarches » en ce sens. « J'en appelle à toutes les parties prenantes, l'État, PSA, LEAR et Proma-Italie pour qu'une réponse soit apportée dans les heures qui viennent. Les salariés doivent recevoir enfin la juste indemnité qu'ils demandent ». Personnels comme élus sont mobilisés, mais pour l'instant, la situation n'évolue guère.

F. Ba.